

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 263 du 10.08

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les brèves

2-1 Bush et Olmert tentent de profiter de la faiblesse d'Abbas pour imposer des solutions incomplètes.

2-2 Condoleezza Rice pour un dialogue israélo-palestinien approfondi.

2-3 Abou Zouhri : Abbas envoie des lettres dangereuses à travers ses rencontres avec Olmert.

2-4 Zahar avertit des conséquences de la continuation du siège contre la bande de Gaza.

2-5 Salam Fayyad reconnaît son impuissance à contrôler entièrement la Cisjordanie

### 3 Dossier

3-1 Point de vue de Bahr : le gouvernement de Fayyad est tombé et Abbas ne peut pas appeler à des élections anticipées.

3-2 Point de vue de Andrew Lee Butters : Une paix (relative), à Gaza.

3-3 Point de vue de Amira Hass : Retour à une occupation corrompue.

3-4 Point de vue de Amira Hass : Duplication du gouvernement : Crise politique sous couvert de crise constitutionnelle.

3-5 Point de vue de Aluf Benn : Bush poursuit le 'désengagement'.

3-6 Point de vue de Jeff Halper : Le Piège dans 'l'Offre Généreuse' à Jéricho.

3-7 Point de vue de Karim Tbaïli : soutien à la résistance... jusqu'à la victoire !

3-8 Point de vue de Mordechaï Vanunu : «C'est parce qu'Israël détient la bombe atomique qu'il peut pratiquer sans crainte l'apartheid».

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Interview de Mechaal par les journaux "Al-Ahram Al-Arabi" et "Al-Khalij".

4-2 Bassam Abou Charif : Chirac sait qu'Arafat a été empoisonné.

4-3 Dossier de Neve Gordon : Les 'Anarchistes contre le Mur' sous le feu.

4-4 Mordechaï Vanunu : Étrange silence des hommes politiques Français.

4-5 La seule initiative vient des élus du groupe "Les Verts" au Conseil de Paris et encore, c'est une requête !

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Bush et Olmert tentent de profiter de la faiblesse d'Abbas pour imposer des solutions incomplètes.

Le front populaire pour la libération de la Palestine a averti le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas de présenter des concessions qui mettent la question palestinienne en danger, en l'appelant à revenir à l'entente nationale et de s'attacher aux constantes nationales pour faciliter le dialogue entre tous les palestiniens et réaliser l'unité nationale afin de faire face aux grands défis du peuple palestinien.

En commentant à la rencontre d'Abbas avec Olmert à Ariha, hier lundi 6/8, le front populaire a affirmé qu'il est clair que les deux directions, Américaine et israélienne essayent de profiter du désaccord interpalestinien et de la faiblesse d'Abbas pour imposer des solutions qui violent les droits nationaux palestiniens.

Le dirigeant de ce front, Jamil Mozher a dit lors d'une déclaration dont le centre palestinien d'information a reçu une copie que toutes ces rencontres n'ont pas réussi à lever un seul des centaines de barrages qui divisent la Cisjordanie, et ont prouvé qu'Abbas est incapables de libérer des milliers de captifs ni de démanteler les colonies, ni même arrêter le mur de séparation raciste qui a avalé la moitié des terres palestiniennes.

De plus, le communiqué du front populaire a ajouté que la rencontre prévue l'automne prochain, sous la direction Américaine qui soutient l'état de l'occupation israélienne, va aboutir à un accord pour créer un état palestinien dominé par l'état Hébreu et les frontières seront provisoires, en plus des négociations sur la ville Sainte d'Al Qods, sur les frontières et la question des réfugiés dans le but de liquider la question palestinienne.

Le front voit que la solution est d'appeler à une conférence internationale, sous l'auspice de l'ONU pour mettre en vigueur les décisions internationales concernant la question palestinienne dont la décision n° 194 qui approuve le droit de retour aux réfugiés palestiniens et affirme la nécessité du retrait complet des territoires palestiniens occupés en 1967 ainsi que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et l'établissement d'un état indépendant dont sa capitale sera Al Qods.

*CPI 06-07*

---

### 2-2 Condoleezza Rice pour un dialogue israélo-palestinien approfondi.

Condoleezza Rice s'est prononcée, jeudi en Cisjordanie, en faveur d'un dialogue approfondi entre Israël et les Palestiniens sur les modalités de création d'un futur Etat palestinien.

La secrétaire d'Etat qui avait rencontré la veille les dirigeants israéliens à Jérusalem, achève une visite de quatre jours au Proche-Orient où elle a obtenu l'accord tacite de l'Arabie saoudite pour la tenue, avant la fin de l'année, d'une conférence de paix. "Je soulignerai qu'une fois encore le Premier ministre (israélien) Ehud Olmert s'est dit prêt à discuter des étapes fondamentales qui conduiront à l'établissement d'un Etat palestinien", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse, "Et je crois qu'il devrait y avoir un approfondissement du dialogue entre les Palestiniens et les Israéliens sur tous les aspects du processus de fondation d'un Etat palestinien."

Le négociateur en chef palestinien Saëb Erekat a indiqué jeudi que les Palestiniens souhaitent que la secrétaire d'Etat américaine puisse aider à la reprise des négociations sur le statut définitif entre Israël et les Palestiniens. "Les Palestiniens cherchent à atteindre deux objectifs. L'un d'eux est de fixer un thème phare pour la prochaine conférence internationale de paix initiée par le président américain George W. Bush", a confié M. Erekat à des journalistes à Ramallah.

Le deuxième objectif que les Palestiniens souhaitent atteindre, à l'occasion de la visite de la représentante américaine dans la région, est "la relance des négociations sur le statut définitif avec les Israéliens", a-t-il poursuivi. "Nous avons eu assez d'initiatives de paix et nous n'en voulons pas plus. Tout ce que nous attendons de Mme Rice est qu'elle puisse aider à mettre en oeuvre ces initiatives", a dit M. Erekat. "Nous attendons une position arabe commune, pour le cas où ces pays prendraient part à la conférence internationale de paix".

Abbas lui a assuré qu'il s'efforçait d'améliorer la sécurité dans les territoires palestiniens. Avant de signer un accord aux termes duquel les Etats-Unis consacreront 80 millions de dollars au renforcement des forces de sécurité d'Abbas en Cisjordanie, ce dernier a déclaré: "Nous poursuivons nos efforts pour améliorer la situation en matière de sécurité." "Nous voulons un Etat palestinien et la sécurité", a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis font pression sur les deux camps pour qu'ils abordent les questions les plus sensibles en vue de la création d'un Etat palestinien, et notamment celle des frontières de ce futur Etat. "Au final, il faudra résoudre la question des réfugiés, des frontières et de Jérusalem", a estimé Rice à son retour.

"Je ne veux pas présumer de ce dont ils vont parler. J'ai été impressionnée par le sérieux des deux hommes à vouloir vraiment faire avancer l'idée d'une solution à deux Etats", a-t-elle ajouté.

Abbas voudrait entamer les négociations sur le "statut final" - concernant l'avenir de Jérusalem, les frontières et le droit au retour des réfugiés -, mais Israël rechigne à s'engager à ce stade. Des responsables israéliens évoquent, pour leur part, l'adoption - en concertation avec Abbas - de "principes" pour l'établissement d'un Etat palestinien. La ministre Livni a fait remarqué que « de toutes façons, Israël refusera de discuter lors de la conférence des principaux sujets du conflit : les frontières, les réfugiés et Jérusalem ». Selon Livni, « C'est l'occasion de parler avec Abou Mazen et le gouvernement palestinien, mais je ne veux pas donner de détails sur l'ordre du jour. Nous mettrons sur la table ce qui est important, mais il y a des cas où il n'est pas judicieux de parler ouvertement de sujets sensibles »?

Les commentateurs ne cachent pas leur pessimisme quant au succès de l'initiative américaine, alors même que les territoires palestiniens sont partagés entre les islamistes du Hamas, qui ont pris le contrôle en juin de la bande de Gaza, et les laïcs du Fatah, dont les forces dominent la Cisjordanie.

Lors de leur première entrevue depuis que le Hamas a pris le contrôle de Gaza, Olmert avait prié mercredi son interlocutrice de "laisser de côté" les islamistes palestiniens. Olmert a dit à Rice qu'il faut « laisser le Hamas en dehors du terrain », pendant qu'Israël examine les possibilités d'une coopération avec les Palestiniens et même la renonciation à des territoires en Judée-Samarie. D'ailleurs, si Abbas se rapproche de Washington, il risque de perdre en crédibilité aux yeux de l'opinion palestinienne et arabe. L'issue des négociations est d'autant plus incertaine qu'Olmert a fortement perdu de sa popularité auprès des électeurs israéliens.

Olmert et Abbas, qui ont noué un dialogue depuis que le président Abbas a décidé, à la mi-juin, de se séparer du Hamas à la suite de son coup de force, doivent se revoir la semaine prochaine, probablement à Jéricho. Olmert a ajouté qu'il recevra avec plaisir tout pays arabe qui se joindra à la conférence internationale de paix prévue à l'automne.

*CRI Online*

---

## 2-3 Abou Zouhri : Abbas envoie des lettres dangereuses à travers ses rencontres avec Olmert.

Le porte-parole du mouvement Hamas, Sami Abou Zouhri, a condamné fortement les séries de rencontres du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas avec le premier ministre israélien, Ehud Olmert tout en affirmant que l'ennemi israélien est le seul bénéficiaire de ces rencontres.

Il a considéré dans une déclaration de presse que les déclarations qui viennent avant ces rencontres ne sont pas importantes car l'occupant a déjà annoncé qu'il ne discuterait pas les solutions finales et qu'il va poursuivre ses agressions et ses incursions tout en s'interrogeant des résultats de cette rencontre ?

Abou Zouhri a affirmé que les déclarations qui disent que ces rencontres sont positives visent à tromper l'opinion générale arabe et palestinienne, en disant que l'expérience passée montre que ces rencontres ne servent que l'occupation israélienne.

Il a qualifié la continuation du président Abbas à rencontrer Olmert au moment où il refuse le dialogue avec le Hamas et mettant des conditions réhivitoires pour dialoguer avec une grande partie de son peuple d'action honteuse.

Au sujet de la rencontre prochaine qui va rassembler le président Abbas avec Olmert dans la ville occupée d'Ariha, Abou Zouhri a dit qu'Abbas veut envoyer des lettres dangereuses au monde dont l'inexistence des problèmes entre palestiniens et l'occupation et qu'il reçoit Olmert dans la maison palestinienne en soulignant que ce pas est dangereux car il vise la normalisation entre la direction de l'autorité palestinienne et l'occupation israélienne.

*CPI*

---

## 2-4 Zahar avertit des conséquences de la continuation du siège contre la bande de Gaza.

Le leader du mouvement Hamas, Dr. Mahmoud Zahar a averti des conséquences de la continuation du siège économique contre la bande de Gaza en portant la responsabilité entière de la dégradation des conditions économiques sur le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Zahar a affirmé que la situation économique dans la bande de Gaza est devenue très dangereuse après l'interdiction des produits alimentaires et les matières premières industrielles par les forces occupantes et leurs alliés et la fermeture des passages depuis le 14 juillet.

Il a montré que plus de 31 palestiniens sont tombés en martyrs sur le passage de Rafah alors que Gaza s'expose à une menace sérieuse.

Il a porté la responsabilité totale du siège économique contre la bande de Gaza et la fermeture des passages au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas en disant : « le président Abbas est le seul responsable de la continuation du siège, de la fermeture des passages et de la mort de plus de 31 palestiniens sur le passage de Rafah ».

Zahar a dévoilé que le mouvement du Hamas prodigue de grands efforts pour surmonter ces difficultés et protéger les citoyens en affirmant que le siège économique aura des conséquences dangereuses contre le président Abbas.

Zahar a démenti également, lors d'une déclaration à Qods Press l'existence de contacts avec les leaders du Fatah et que le Hamas refuse les conditions d'Abbas pour la reprise du dialogue.

CPI

---

## 2-5 Salam Fayyad reconnaît son impuissance à contrôler entièrement la Cisjordanie. (journal)

*RIA Novosti*

Le chef du gouvernement palestinien Salam Fayyad a reconnu que les structures de force qui relevaient de son autorité n'étaient pas encore capables de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre seules en Cisjordanie, écrit lundi le quotidien israélien Haaretz.

Selon le journal, au cours des pourparlers avec les Israéliens, Salam Fayyad a levé les exigences antérieurement avancées de placer de grandes villes de Cisjordanie sous le contrôle des autorités palestiniennes, car les forces de l'ordre de l'Autorité palestinienne n'ont pu garantir au premier ministre la cessation des actes terroristes des groupements radicaux locaux contre Israël.

Le pouvoir du gouvernement Fayyad, reconnu par la communauté mondiale, ne s'étend qu'à la Cisjordanie. La bande de Gaza reste sous le contrôle des islamistes du Hamas qui avaient écrasé, au cours du coup d'Etat de juin, les structures de sécurité loyales au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

En vue de renforcer les positions de Mahmoud Abbas et de Salam Fayyad, les autorités israéliennes ont repris les versements de fonds leur étant destinés, cessé de poursuivre les membres du mouvement Fatah au pouvoir, libéré de prison avant terme un groupe de détenus palestiniens, appartenant pour l'essentiel au Fatah, et autorisé la livraison d'une grande quantité d'armes d'infanterie aux structures de force pro-présidentielles palestiniennes.

La séparation entre Mahmoud Abbas et les islamistes a contribué à l'intensification du dialogue palestino-israélien. Une nouvelle rencontre entre le président de l'Autorité palestinienne et le premier ministre israélien Ehud Olmert prévue pour ce lundi se tiendra pour la première fois dans les territoires palestiniens, à Jéricho.

Selon les médias locaux, les participants au sommet examineront les "principes fondamentaux" qui pourraient à l'avenir être mis à la base d'un accord sur le règlement du conflit entre les deux parties. Les négociations se tiendront à huis clos, la presse n'y sera donc pas admise.

---

## 3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Point de vue de Bahr : le gouvernement de Fayyad est tombé et Abbas ne peut pas appeler à des élections anticipées.

Le président du conseil législatif palestinien par intérim, Dr. Ahmed Bahr, a affirmé que le gouvernement de Salam Fayyad est tombé constitutionnellement car il n'a pas obtenu la confiance du conseil législatif et que la loi fondamentale de l'autorité palestinienne et la constitution palestinienne ne permettent pas la continuation du gouvernement d'urgence après la fin de sa durée en déclarant que ces mesures représentent un coup d'état contre la loi et la constitution palestinienne.

Bahr a insisté, hier samedi 4/8, lors d'une conférence de presse à Gaza que la reconnaissance israélienne envers le gouvernement de Fayyad ainsi que le soutien étranger et financier sont faibles et ne peuvent pas lui donner la légitimité dont le peuple palestinien est la seule source à travers le conseil législatif.

Il a souligné que les décisions ministérielles de ce gouvernement n'ont aucune valeur constitutionnelle ou nationale, notamment après son annulation au droit des palestiniens à la résistance armée contre l'occupation en échange de soutien et coordination sécuritaire avec l'ennemi israélien en montrant que le peuple palestinien refuse ces mesures et affirme son droit à la résistance.

Le président du conseil législatif a considéré que les séries de décrets présidentiels publiés, durant la période de l'urgence, représentent un coup d'état contre la constitution palestinienne pour démolir le système constitutionnel palestinien.

au sujet de l'appel du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à des élections anticipées, Bahr a dit que le président Abbas n'a pas le droit d'appeler à des élections législatives et présidentielles anticipées car cela s'oppose à la loi palestinienne.

Dr. a salué tous les efforts palestiniens et arabes qui visent à reprendre le dialogue entre le mouvement du Hamas et du Fatah afin d'arrêter les différences internes tout en soulignant que le dialogue est le seul moyen pour protéger la question palestinienne et le projet national.

Bahr a appelé à une vaste campagne palestinienne, arabe et internationale pour soutenir tous les captifs et députés palestiniens dans les prisons israéliennes tout en affirmant son refus total aux arrestations politiques contre tout citoyen palestinien.

Au sujet des citoyens palestiniens suspendus sur le passage de Rafah qui souffrent des conditions insupportables et inhumaines, il a affirmé que cela vient dans le cadre d'une punition collective contre les palestiniens dans la bande de Gaza afin de réaliser des fins et intérêts politiques et presser contre le Hamas.

Il a appelé le président de l'Égypte, Mohammed Hosni Mubarak, ainsi que le secrétaire général de la ligue arabe, Dr. Amr Moussa, et tous les parlements arabes, islamiques et internationaux, l'organisation de la conférence islamique, les côtés qui ont signé les accords de Genève, la commission internationale de la croix rouge et les peuples arabes et musulmans ainsi que tous les hommes libres au monde à sauver les citoyens palestiniens d'une catastrophe humaine sur le passage de Rafah.

Bahr a appelé le président Abbas à travailler sérieusement pour mettre fin aux souffrances des milliers de palestiniens suspendus sur le passage de Rafah en affirmant son refus de transporter les suspendus vers un autre passage.

Il a dit qu'il ne reconnaît pas la légitimité de l'occupation et ses jugements militaires politiques contre les députés palestiniens.

Le président du conseil législatif palestinien, Ahmed Bahr, a renouvelé son appel au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas à respecter la liberté de presse et des masses médias sur la base de la loi fondamentale qui garantit ces droits.

Dr. Bahr a salué toutes les propositions des blocs et listes parlementaires au sujet de la présidence du conseil législatif dans le cadre du respect des droits de la loi fondamentale et le système intérieur du conseil législatif palestinien.

Source : CPI 04-08

---

### 3-2 Point de vue de Andrew Lee Butters : Une paix (relative), à Gaza.

J'attire votre attention sur ce reportage, exemplaire de par sa déontologie journalistique, tellement rare dans les médias américains. Time va non seulement recevoir des milliers de courriers de protestation des lobbyistes juifs, menaçant de se désabonner au cas où ils ne l'auraient pas déjà fait, lâchant les chiens des officines sionistes de chasse aux sorcières antisionistes Camera et Honestreporting et, très vraisemblablement, organisant des visites en chair et en os de certains des censeurs les plus puissants du Lobby, tel Abe Foxman de l'Anti-Defamation League ou le président tout aussi odieux, bien que moins vociférant, de l'American Jewish Congress, David Harris. Heureusement, le parlement est en vacances, sinon nous aurions assisté à l'adoption d'une résolution contre Time pour avoir apporté « assistance et réconfort à un ennemi d'Israël »... Aussi Time a-t-il besoin de vos courriers d'encouragement et de vos abonnements, si cela vous dit. Andrew Lee Butters, ce journaliste qui n'a pas froid aux yeux, a besoin de notre soutien. Jeff Blankfort.

Patrouillant le quartier de Shijaiyah, le plus dur de la ville de Gaza, le lieutenant Naim Ashraf Mushtaha, trente-et-un ans, officier de la Force Exécutive du Hamas, débusque un homme en civil, portant un fusil d'assaut M-16, en train de marcher entre les étals encombrant la rue, en plein jour. Ses officiers encerclent prestement le suspect, lui demandent de décliner son identité, et de leur remettre son arme. L'homme s'avère un membre d'un des clans les plus puissants du voisinage – il refuse de remettre son flingue. « Comment que je m'appelle, déjà, les mecs ? », crie-t-il à la foule des badauds curieux, qui commence à s'étoffer. « Mohassi Abbas ! » répondent-ils tous en chœur. « Alors, vous voyez bien : tout le monde sait qui je suis ! », dit l'homme au fusil. « Je me moque de qui tu peux bien être », dit calmement Mushtaha, sans élever ni la voix, ni son arme. « Les lois sont pour tout le monde ».

L'état de droit est de retour, à Gaza. Voici encore seulement deux mois, cette languette côtière de dunes sablonneuses et de jungles de béton, abritant environ un million et demi de Palestiniens, était un des endroits les plus dangereux sur notre planète. En juin, après quelques jours de guerre intestine, le Hamas, une formation palestinienne combattante, a pris le contrôle de Gaza sur son rival, le Fatah. Depuis lors, Gaza est en état de siège. Pratiquement tous les chargements, à l'exception des fournitures humanitaires de première nécessité, sont interdits d'entrée, et presque aucune marchandise ne peut sortir. Ce blocus s'inscrit dans une stratégie israélo-américaine visant à isoler le Hamas, dans l'espoir que les Palestiniens se détourneront de ses dirigeants islamistes, qui n'ont jamais reconnu Israël, au profit du Fatah, qui est pris d'un prurit de processus de paix. Jusqu'ici, ce plan de marche pas. Ayant les coudées franches pour gouverner comme il l'entend, le Hamas conquiert le soutien populaire et acquiert une capacité militaire qui survivra très vraisemblablement au blocus international.

Le service de sécurité est un pilier porteur, pour le Hamas. Une semaine, seulement, après la prise de contrôle de Gaza, le crime, le trafic de drogues, les rixes tribales et les kidnappings avaient pratiquement cessé. Plusieurs

associations de défense des droits de l'homme attestent que la capacité de la Force Exécutive d'obtenir un tel résultat donne une indication du degré de corruption et de collusion criminelle au sommet des services de sécurité inféodés au Fatah, qui contrôlaient jusqu'ici la bande de Gaza. « Depuis un an et demi, on assisté à une escalade dans le chaos, orchestrée par des officiers dignes d'une république bananière, visant à 'démontrer' que le Hamas était incapable de contrôler Gaza », explique Raji Sourani, directeur du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme. « Gaza était devenu une nouvelle Somalie, un nouvel Afghanistan, un nouvel Irak. Les malfrats et les gangsters faisaient la loi, certains d'entre eux étant soutenus et protégés par nos propres « forces de sécurité » ».

Certes, il y a eu des cas de violations des droits civiques par la Force Exécutive, depuis sa prise de contrôle de Gaza. Mais le Hamas n'a pas instauré de tribunaux islamiques qui appliqueraient la shari'a. Sans aucune aide de la part de la police régulière, des procureurs et des juges – tous s'étant vu intimer l'interdiction de reprendre leurs fonctions par le gouvernement palestinien (mazénien, ndt) – le Hamas s'efforce, petit à peu, de se former à l'administration de la justice palestinienne. Mushtaha et ses officiers passent le plus clair de leur temps à rédiger des dépositions et à tarabuster les familles d'hommes recherchés afin qu'ils dénoncent les suspects. Dans les faubourgs de Gaza, tout le monde se connaît, et il n'y a nul endroit où se planquer : [contrairement à ce qui se passe presque partout ailleurs], les escrocs de Gaza ne sont pas à la veille de pouvoir aller se mettre au vert en Israël !

La tranquillité étant de retour dans les rues, la société civile est en train de réapparaître à Gaza. Vendredi soir, au centre de la ville de Gaza, les rues sont encombrées de limousines emportant des nouveaux mariés et leur parentèle vers les restaurants du bord de mer. Il ne « manque » qu'une seule chose : les tirs en l'air célébrant ordinairement les mariages (notamment) palestiniens ! Le Hamas a interdit de manifester sa joie avec des rafales de mitrailleuse... Mais il n'y a eu aucune chape de plomb culturelle, depuis la prise en main des manettes par le Hamas. La société gaziote est depuis très longtemps plus religieuse et conservatrice que le reste de la société palestinienne – il y a bien longtemps qu'on n'a pas aperçu de boissons alcoolisées, dans les parages. Mais ces femmes laïques, circulant dans les rues de Gaza visage et cheveux au vent, disent qu'elles avaient bien plus de risques d'être importunées par des malfrats dans la Gaza d'hier que par des religieux conservateurs dans la Gaza d'aujourd'hui. Les rumeurs selon lesquelles le Hamas aurait donné consigne aux coiffeurs de ne plus raser les barbes ne tiennent pas la route : j'ai fait raser la mienne par Hossein Hussuna, le coiffeur du dirigeant Hamas (le Premier ministre) Ismail Haniyyéh, qui m'a confié que la plupart des huit enfants de celui-ci n'arborent ni moustache, ni barbe !

Ce n'est que si des petits entrepreneurs comme mon coiffeur réussissent que la normalité reviendra à Gaza. Mohammad Talbani possède la plus grande usine de Gaza ; elle produit des biscuits et des crèmes glacées. Mais il ne peut se procurer ni ses matières premières, ni ses emballages, à cause de l'embargo israélien, et il ne peut pas non plus expédier ses productions vers la Cisjordanie, où les détaillants se fournissent d'ores et déjà au Liban. « Cela fait trente ans que je me défonce pour créer de toute pièce ce marché, et puis voilà : il a disparu », dit-il, amer.

Les plages de Gaza ont beau être bondées et ses rues parfaitement sûres, ses entreprises sont fermées, et ses magasins n'ont pratiquement plus de clients. Le dommage économique causé par le blocus est énorme, le chômage atteignant près de 44 %. Près de 80 % des habitants perçoivent une aide alimentaire de diverses agences de l'Onu. Nasser el-Helou, propriétaire d'un hôtel et chargé des relations publiques de la Chambre de Commerce, indique que l'économie gaziote s'effondrera d'ici quelques semaines seulement, si le blocus se poursuit.

Reste que les entrepreneurs de Gaza, comme MM. Talbani et el-Helou – des hommes pragmatiques et totalement apolitiques – sont unanimes à imputer la cause de leurs problèmes à Israël, et non au Hamas. « Si nous sommes libres, nous devrions contrôler nos propres frontières », m'a dit M. el-Helou. « Mais ce n'est pas le cas, donc la responsabilité est entièrement du côté israélien. » Et les chefs d'entreprise mettent le doigt sur le paradoxe inhérent à ce blocus : il a le don de détruire la seule catégorie de Palestiniens qui ne voyaient pas Israël d'un mauvais œil. La plupart des gros commerçants parlent l'hébreu et ont – ou plutôt, avaient – des clients, des partenaires et même des amis israéliens. Jusqu'à il y a peu, ils attendaient impatiemment ce jour où il n'y aurait plus de barrières commerciales entre une Palestine indépendante et un Etat d'Israël en paix. « La majorité des Gaziotes n'aiment pas Israël », m'a dit Amassi Ghazi, directeur d'une compagnie d'importation de matériaux de construction. « Jusqu'à présent, seul le secteur privé avait de bonnes relations avec Israël. Alors, je vous en prie : ouvrez la frontière, avant que TOUS les Gaziotes soient devenus les ennemis d'Israël ! »

Certains d'entre eux prennent leur rôle d'ennemis d'Israël très au sérieux. A minuit, sur ce qui fut naguère le champ de parade de la police côtière palestinienne, une vingtaine d'hommes s'exercent aux armes légères. Ils appartiennent à la Brigade Izzeddine al-Qassâm, l'aile militaire du Hamas, et ils sont prêts à s'égarer immédiatement dans la nature en cas d'apparition d'un avion de guerre israélien au-dessus de leurs têtes. Mais depuis que le Fatah a été éconduit de Gaza, m'a dit Abu Ahmad, commandant de cette unité, il y a moins de collaborateurs espionnant le Hamas au profit d'Israël, et les frappes israéliennes ont diminué d'autant. Les

combattants de la Brigade Qassâm sont depuis lors en mesure d'opérer avec une relative impunité. Un peu plus tard, Abu Ahmad m'a emmené jusqu'à une position de la Brigade Qassâm, à quelques centaines de mètres du point de passage d'Erez, conduisant en Israël. Immédiatement, un drone de surveillance israélien s'est mis à ronronner au-dessus de nous, et nous nous sommes partis en toute hâte, revenant à Gaza-Ville à travers les dunes de sable. Dans les rues patrouillaient Mushtaha et ses hommes : tous, ils ont l'air très calmes.

Mais, dès la nuit tombée, la guerre entre le Hamas et Israël se poursuit...

Andrew Lee Butters, depuis (la ville de) Gaza

Time Magazine, 2 août 2007

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1649291,00.html>

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

---

### 3-3 Point de vue de Amira Hass : Retour à une occupation corrompue.

Une des nouvelles inquiétantes de la semaine passée annonçait qu'Israël avait donné son accord pour le transfert de mille fusils en provenance de Jordanie et à destination des forces de sécurité fidèles à Mahmoud Abbas. Il était déjà arrivé qu'Israël autorise le transfert d'armement et de matériel de sécurité aux forces d'Abbas. Ce qui inquiète dans cette nouvelle, c'est que dans l'entourage d'Abbas, on continue de s'accrocher à l'illusion que l'échec de Gaza était purement et simplement « militaire », et c'est aussi que le Fatah persévère à faire ce qu'Israël et les Etats-Unis attendent de lui et qu'il a fait sans succès à Gaza : combattre le Hamas.

D'autres nouvelles inquiétantes nous sont encore parvenues ces derniers jours : il est à nouveau permis aux représentants israéliens de discuter avec des représentants palestiniens officiels à l'étranger ; Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas se rencontreront prochainement et cette fois à Jéricho ; il y a reprise de la coordination et de la communication pour les questions civiles ; et un nouveau projet d'affaires américano-palestinien a été lancé à la Mouqata'a de Ramallah : le Président George Bush a approuvé un prêt de 228 millions de dollars en faveur de petites et moyennes entreprises palestiniennes, afin d'améliorer le niveau de vie des Palestiniens. « Les Etats-Unis se sont engagés à renforcer l'économie palestinienne comme une étape en direction de la paix », titrait le communiqué officiel.

En quoi ces nouvelles sont-elles inquiétantes ? Parce qu'elles nous apprennent que les affaires sont retournées à leur point de départ, c'est-à-dire au style « gestion de l'occupation » qui caractérisait les années 1994-2000 et auquel le mouvement du Fatah s'était parfaitement intégré : un gouvernement palestinien (à la légalité temporaire et branlante) accepté par Israël et l'Occident, un semblant d'existence de discussions, l'occupation qui se poursuit, les Palestiniens qui se querellent. Tout ceci avait conduit à l'éclatement du second soulèvement.

Ce n'est pas un membre du Fatah qui se trouve à la tête du gouvernement palestinien à Ramallah, mais l'esprit du Fatah, comme mouvement dirigeant, continue d'y régner, en même temps que ce qui l'a rendu insupportable à de si larges pans de la société palestinienne. Par exemple : Yasser Arafat avait gonflé sans besoin ses services de sécurité en y intégrant des fils de familles pauvres et des fils de réfugiés, dans le but de créer un large groupe de protégés fidèles en échange d'un pauvre mais indispensable salaire. Il espérait par là gagner leur soutien politique à son égard et à l'égard de son mouvement – sans rapport avec son impuissance politique face au processus israélien de colonisation et à la politique de bouclage et de séparation.

L'échec de cette tactique s'est illustré lors des élections de 2006. La manière dont les Etats-Unis et Israël misent sur « le renforcement des services de sécurité » d'Abbas nous révèle que la logique d'Arafat continue de guider les trois dirigeants qui font du peuple palestinien, chacun à sa manière, l'objet de « gestes » – y compris sous la forme de salaires versés à des membres de la sécurité superflus. Comme si ce n'était pas la vie sous l'occupation israélienne qui était la cause de l'essentiel de la détresse mais une « pauvreté » tombée du ciel.

Sous couvert de ce qu'on appelle le « processus de paix », dans les années 1994-2000, et sous couvert du mantra qui veut que « le renforcement de l'économie palestinienne fera avancer la paix », beaucoup parmi les hauts responsables du Fatah et dans leurs sphères, ont vite fait de s'enrichir personnellement. Cela aurait bien sûr pu être légitime si la situation économique d'une part considérable des habitants des Territoires occupés ne s'était pas aggravée – du fait des limitations israéliennes imposées aux déplacements – et s'il n'était pas question des fonds découverts pour eux dans la caisse d'Arafat et de l'OLP ou par des voies plus douteuses. Il y avait trop souvent corrélation directe entre les liens du nouveau riche avec un des services de sécurité palestiniens et les liens des hauts responsables de ces mêmes services avec le Shabak [*service israélien de la sécurité générale*] ou de hauts responsables israéliens. Pareils liens avec de hauts responsables du Fatah et du Shabak procuraient des permis de déplacement, garantissaient la « réunification familiale » pour les uns et pas pour les autres, et ainsi de suite. Ces formes de protectionnisme et d'autres encore, toutes dépendantes de l'occupation, ont conduit les Palestiniens à établir un lien entre « processus de paix » et corruption.

Les échecs de 2006 et 2007 n'ont pas fait la démonstration que la leçon avait été retenue ni que le Fatah avait renoncé au système du protectionnisme et des occasions d'enrichissement et de vie facile – au milieu d'une mer de pauvreté croissante – occasions qui s'offrent à celui qui est un proche de la bonne personne.

Amira Hass

Haaretz, 1<sup>er</sup> août 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/spages/888391.html](http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/888391.html)

Version anglaise : ***Back to a corrupt occupation***

[www.haaretz.com/hasen/spages/888432.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/888432.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

---

### 3-4 Point de vue de Amira Hass : Duplication du gouvernement : Crise politique sous couvert de crise constitutionnelle.

L'opposition a conduit Abbas à renoncer à deux décrets présidentiels lancés en Cisjordanie.

Il y a trois jours, l'avocat Raji Sourani, qui dirige le Centre palestinien pour les droits de l'homme établi à Gaza, a averti que les mesures adoptées par le Président Mahmoud Abbas risquaient de pousser le Hamas à établir « des tribunaux militaires et des tribunaux de la Charia à Gaza ». Dans une conversation avec « Haaretz », il prédisait que cela pourrait être la conséquence de la décision du Président de l'Autorité de geler le travail du bureau du Procureur dans la Bande de Gaza ainsi que de son appel aux membres des services chargés de l'application des lois, comme la police, de ne pas se présenter au travail.

« En 1967, il y avait trois juges dans ma famille. Je me souviens d'une discussion qui avait eu lieu entre plusieurs juges, tout de suite après l'occupation de la Bande de Gaza, avec mes oncles disant qu'il fallait immédiatement mettre au travail le système judiciaire local. Un de leurs collègues soutenait que cela constituerait une manière de soutien à l'occupation mais ils lui répondirent : 'Nous ne nous soucions pas de l'occupation, nous nous soucions des citoyens et ils ont besoin de tribunaux civils qui fonctionnent'. Ce n'est pas cette logique-là qui a guidé Abou Mazen et, en l'absence de Procureur et d'une police qui fasse appliquer les arrêts des juges, l'activité des tribunaux a été paralysée dans la Bande de Gaza durant les deux dernières semaines », a dit Raji Sourani.

Il a semblé, hier, que sa prophétie se réalisait au moins partiellement : le porte-parole de la force exécutive au Ministère de l'Intérieur – un service de sécurité mis sur pied par le Hamas au moment de son accès au pouvoir [*début 2006*] – a fait savoir qu'une commission juridique spéciale avait été mise sur pied il y a quinze jours, avec pour fonction de remplir le vide créé par le non-fonctionnement des tribunaux et de discuter des plaintes déposées par le public, plaintes qui s'accumulent. La commission est composée d'un avocat du tribunal militaire palestinien, d'un spécialiste de la Charia et du chef de la prison centrale de Gaza.

La portée de cette décision n'était pas encore totalement claire hier. Issam Younes, directeur de « Al-Mizan », autre organisation des droits de l'homme travaillant dans la Bande de Gaza, a déclaré à « Haaretz » qu'il avait l'impression, à partir des propos du porte-parole, que le projet est de traiter les plaintes qui s'accumulent précisément contre la force exécutive et qu'il ne s'agit pas d'un substitut aux tribunaux civils. S'il devait s'avérer qu'il y a bien création d'un substitut aux tribunaux civils, estimait Issam Younes, cette décision rencontrerait de l'opposition et de la critique. Mais même avec une portée limitée, cette décision renforce la situation de duplication institutionnelle qui a été créée et elle l'importe aussi au sein du système judiciaire.

En Cisjordanie, l'opposition aux mesures adoptées par Abbas a déjà fait ses preuves. Dans un décret présidentiel pris le 6 juillet dans le cadre de la situation d'urgence, il décrétait que toute atteinte à des membres des services de sécurité ou à des employés du secteur public serait traitée par le procureur militaire et les tribunaux militaires. Un autre décret présidentiel, du 20 juin, visait les organisations non gouvernementales œuvrant dans les Territoires palestiniens et exigeait d'elles d'introduire, dans la semaine, de nouveaux formulaires d'enregistrement auprès du Ministère palestinien de l'Intérieur. S'ajoutant à la suspension d'articles de la Loi fondamentale portant sur les pouvoirs du Conseil législatif, cela apparaissait comme autant de pas vers l'instauration d'un régime militaire dans les enclaves de l'Autorité en Cisjordanie.

Des organisations de droits de l'homme et des juristes ont publiquement exprimé leur inquiétude à l'égard des décrets présidentiels et de l'orientation annoncée par les mesures de Mahmoud Abbas, même si beaucoup de ces critiques lui reconnaissent le pouvoir constitutionnel de démettre le gouvernement d'unité et de former un gouvernement de transition. Or voilà qu'il y a dix jours était annoncé que ces deux décrets avaient été abrogés sous la pression de l'opposition du public. Il est vrai qu'une déclaration écrite de cette abrogation n'est pas parvenue aux mains des opposants mais le juriste Camille Mansour a dit savoir avec certitude qu'ils avaient été abrogés. Mansour qui se trouve depuis septembre à la tête de la faculté de droit de l'Université de Bir Zeit, a dit que ceci prouvait la force de la société civile palestinienne. Si quelqu'un a pu craindre qu'Abbas ne maintienne l'état d'urgence au-delà des 30 jours permis, le voilà sorti d'erreur. La constitution palestinienne a en cela montré sa force.



Néanmoins, il y a bien une situation avec deux gouvernements en fonction qui se considèrent comme gouvernements de transition constitutionnels : le gouvernement réduit de Haniyeh et le gouvernement Fayyad qui a besoin d'être confirmé par le Conseil législatif palestinien pour être légal. Le Conseil législatif est censé se réunir aujourd'hui à l'appel de son président en exercice Ahmad Bahar, représentant du Hamas de Gaza. Bahar répond ainsi à Fayyad qui a appelé à la réunion du Conseil afin de voter la confiance dans son gouvernement.

Mais il n'y a aucune chance qu'un tel vote ait lieu dans un proche avenir : s'il avait lieu, les probabilités sont grandes que Fayyad n'obtienne pas la majorité requise pour un vote de confiance (67 voix) et il ne pourrait alors diriger aucun autre gouvernement provisoire qu'Abbas chercherait à rétablir.

Abbas ne pourra pas se permettre de perdre Fayyad. La faction du Fatah au Conseil législatif a donc fait savoir qu'il s'agissait d'une séance d'ouverture de la deuxième période et que, selon la loi fondamentale, il fallait y choisir un nouveau président et de nouveaux vice-présidents. Dans la situation actuelle, où 39 des 74 membres du Hamas sont emprisonnés en Israël, il est possible que le Hamas perde la présidence du Conseil et il est par conséquent opposé à la tenue du scrutin.

A cause de la paralysie du travail du Conseil législatif, Abbas affirme devoir se tourner vers une légitimité supérieure, celle de l'OLP, et appelle à des élections anticipées en accord avec la requête du Conseil central de l'OLP. Diana Buto, ex-conseillère juridique de l'OLP, dit que selon la loi fondamentale, et en dépit des obscurités et des défauts qu'on y trouve, il n'est pas dans le pouvoir d'Abbas de contourner le Conseil législatif et de convoquer des élections anticipées.

La solution à la crise et à la duplication ne se trouve ni dans les lois ni dans les interprétations de la loi fondamentale, admettent Diana Buto, Camille Mansour et Raji Sourani : la solution réside dans un dialogue entre les deux forces politiques, le Hamas et le Fatah, à qui il revient tous deux de trouver des échelles pour redescendre de la cime des arbres où ils ont grimpé. Mais ils rappellent que comme Israël et les Etats-Unis interdisent explicitement à Abbas de débattre avec le Hamas, la solution politique logique, raisonnable, de compromis paraît très lointaine.

**Amira Hass**

Haaretz, 22 juillet 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=884673](http://www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=884673)

Version anglaise (partielle) : *Hamas names judicial committee to fill the gap*

[www.haaretz.com/hasen/spages/884498.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/884498.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

**Ha'aretz**

---

### 3-5 Point de vue de Aluf Benn : Bush poursuit le 'désengagement'.

Dans le discours sur le Proche-Orient prononcé lundi de cette semaine par le président George Bush, se cachait une phrase lourde de signification pour l'avenir des relations entre Israël et les Palestiniens. Bush y désignait la Jordanie et l'Égypte comme les « portes naturelles des exportations palestiniennes », appelant à ce que celles-ci s'ouvrent au commerce avec les voisins de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Dans le cabinet du Premier ministre, à Jérusalem, on s'est félicité de ce commentaire et on a même rappelé que le père de cette idée était Ariel Sharon dans son « discours du désengagement » de la fin 2003.

A une lecture superficielle, les propos de Bush sur l'opportunité économique offerte aux Palestiniens apparaissent comme relevant de la vision régionale de Shimon Peres : frontières ouvertes, mouvements et prospérité. Mais leur signification est beaucoup plus profonde : Bush exonère encore Israël d'une part de sa responsabilité à l'égard des Territoires.

Le modèle économique qui accompagnait le désengagement de Gaza appuyait l'économie de la Bande de Gaza sur le port d'Ashdod et le passage de Karni pour étendre le trafic des camions allant des champs de Gaza aux étals de légumes en Israël et les marchés des fleurs en Europe. Sharon fut contraint d'accepter « l'accord sur le trafic et les voies d'accès » qui promettait l'extension de l'activité au passage de Karni et l'inauguration de convois entre Gaz et la Cisjordanie.

L'accord a été rompu quasiment dès le premier jour. La fermeture des points de passage a fait partie de la pression exercée par Israël sur les Palestiniens, et elle a été présentée comme une punition pour les tirs de roquettes Qassam et comme un instrument pour isoler le Hamas. L'administration américaine a continué d'insister sur le maintien de l'accord, jusqu'à ce que le Hamas prenne le contrôle de Gaza.

Maintenant, Bush a adopté la position d'Israël selon laquelle les Arabes doivent se préoccuper de leurs frères et le commerce des Territoires doit passer par le terminal de Rafah et le pont Allenby. Il y a là un signal à Tony Blair, afin qu'il ne se laisse pas aller aux illusions de son prédécesseur, James Wolfensohn, sur une collaboration économique entre les deux côtés de la Ligne Verte. Israël n'a déjà plus à se soucier des exportations palestiniennes, après s'être débarrassé avec succès des travailleurs qui venaient des Territoires.

S'il y a une cohérence dans la politique des gouvernements israéliens successifs, elle est dans l'effort visant à mettre les Palestiniens hors de vue. Depuis qu'Yitzhak Rabin, lors de la campagne de 1992, a appelé à « retirer

Gaza de Tel Aviv », tous les gouvernements se sont attachés à cet objectif. Les moyens furent divers : bouclage général des Territoires, accord d'Oslo et création de l'Autorité Palestinienne, construction de routes d'évitement en Cisjordanie, empêchement mis au passage entre Gaza et la Cisjordanie, clôture enfermant la Bande de Gaza, érection d'une clôture de séparation en Cisjordanie, installations de barrages, désengagement et aussi nouvelle loi de citoyenneté. Les Palestiniens qui ont poursuivi dans la voie du terrorisme, ont toujours fourni le prétexte à la mesure suivante qui était prise contre eux.

Le résultat cumulé de toutes ces mesures, c'est que la majorité des Israéliens ne voient de Palestiniens qu'à la télévision. Seuls les colons vivant au-delà de la clôture, les soldats en service dans les Territoires et les rares à visiter Jérusalem-Est se frottent au peuple voisin. Même ceux qui empruntent la route 443 Tel Aviv - Jérusalem et qui aperçoivent les maisons et les oliviers au long de la route, peuvent imaginer qu'ils sont en Toscane ou en Grèce et pas dans un territoire occupé, avec une population hostile. Les médias israéliens gardent pour la plupart le silence sur ce qui se passe dans les Territoires.

Plus important : Israël s'est créé une bulle économique, reliée au monde développé et coupée d'avec ses voisins. Le marché ne repose déjà plus sur l'industrie traditionnelle qui s'est construite dans le passé sur la main d'œuvre palestinienne. Israël peut ainsi célébrer un boom économique à quelques kilomètres d'un tiers-monde pauvre et menaçant.

Du point de vue des Palestiniens, le prix de la politique israélienne d'isolement a été une catastrophe économique, un chômage et une misère sévères. On peut discuter pour savoir qui est coupable et qui a commencé, mais c'est sans importance. Regardant en avant, Bush voit Israël intégré à l'économie occidentale et la Palestine au marché interarabe. Peut-être les deux Etats vivront-ils côte à côte dans la paix et la sécurité, conformément à la vision eschatologique de Bush, mais ce sera derrière de hauts remparts assurant isolement et aliénation.

**Aluf Benn**

Haaretz, 19 juillet 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/spages/883594.html](http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/883594.html)

Version anglaise : ***Keeping the Palestinians out of sight***

[www.haaretz.com/hasen/spages/883865.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/883865.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

---

### 3-6 Point de vue de Jeff Halper : Le Piège dans 'l'Offre Généreuse' à Jéricho.

Sur le papier, les titres semblent prometteurs, même excitants.

Le premier ministre Ehud Olmert a dit au Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, lors de leur réunion à Jéricho, qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour la création d'un Etat palestinien "aussi vite que possible" sur "l'équivalent de 100% des territoires conquis en 1967."

Les Palestiniens, selon le rapport, céderaient seulement 5% de la Cisjordanie dans un échange de territoire. En d'autres termes, Israël se retirerait de 95.6 % de l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza -- bien qu'on ne sache pas si Olmert a inclus Jérusalem-Est dans ce calcul.

Cela ressemble à une autre "offre généreuse", une offre que les Palestiniens ne pourraient pas probablement refuser. "*Le but est d'accomplir la vision du Président américain, George Bush, de deux pays pour deux peuples, vivant côte à côte en sécurité et en paix*" sur la base de la Feuille de Route, a déclaré Olmert, en ajoutant "*nous voulons réaliser cela aussi vite que possible.*"

Qu'y a-t-il de mal dans ce plan ? He bien, le mal, comme nous le savons tous, se trouve dans les détails.

Ce qui pose problème, ce n'est pas un Etat palestinien sur l'équivalent de 100% des territoires occupés (c'est-à-dire, comme nous devrions le noter, sur seulement 22% de la Palestine Historique), mais, comme le précise la Feuille de Route, c'est un Etat palestinien viable et véritablement souverain – plus, devrions-nous ajouter, la résolution de la question des réfugiés qui ne peut pas être balayée sous la table.

Et là, quel est l'éventuel "piège" ?

Quels sont les détails de souveraineté et de viabilité auxquels nous devrions prêter attention avant d'accueillir à bras ouverts cette nouvelle offre généreuse ?

#### **Souveraineté**

La base pour des négociations, dit Olmert, "continuera à être la feuille de Route, qui semble acceptable pour les deux camps." C'est vrai en général mais avec quelques risques majeurs.

La phase II de la Feuille de Route est le cauchemar des Palestiniens, et ils ont constamment insisté pour qu'elle soit retirée.

Cette phase prévoit la création d'un Etat palestinien "transitoire" avec "des frontières temporaires".

Si tout est calme, craignent-ils, et qu'Israël soit capable d'affirmer qu'un Etat palestinien existe et que l'occupation est terminée, ce qui pourrait garantir que le processus de la Feuille de Route entame la phase III où les détails épineux de statut final doivent être négociés, est-ce qu'un véritable Etat palestinien émergera ?

Leurs craintes sont justifiées -- et cela peut être le "piège".

Israël considère ses "14 réserves" comme partie intégrale de la Feuille de Route.

**La Réserve n° 5 déclare :**



résistantes et résistants assassinés et emprisonnés, Il est évident que les Palestiniens n'ont pas actuellement les forces pour mener une action d'envergure contre l'occupation.

Ceci implique que notre responsabilité est d'autant plus grande dans l'évolution que prendront les conditions de vie et d'action politique des Palestiniens.

Responsabilité pour les salariés et les jeunes d'Europe mais plus encore pour ceux du « monde » arabe. A ceci près que ces derniers doivent faire face à une féroce répression de leurs bourgeoisies. Sur ce point, notre avantage ne sera pas éternel... Utilisons-le tant qu'il est encore temps et ne pensons pas que nous n'avons aucune prise sur la situation. Soutenir la résistance nous impose de briser les alliances des colonisateurs et donc de nous confronter à notre propre gouvernement.

Nous pouvons momentanément fragiliser la colonie « Israël » le temps que la résistance reprenne ses forces. Pour cela, il n'y a pas 36 solutions. Il faut isoler politiquement et économiquement « Israël ». La résistance nous demande de boycotter ses oppresseurs !

Le 10 juillet 2005, plus de 171 organisations, partis et syndicats palestiniens ont lancé un appel au mouvement mondial de solidarité afin « d'imposer de larges boycotts et mettre en application des initiatives de retraits d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid ».

En juin dernier, le syndicat britannique UNISON qui regroupe 1,4 million de salariés du public a adopté lors de son assemblée générale, à plus de 80% des voix, une résolution appelant au boycott économique, culturel, scientifique et sportif d'Israël. Cette initiative doit être soutenue et reproduite le plus rapidement possible. Il faut faire payer le prix fort à tous ceux qui collaborent de près ou de loin à l'occupation.

Des actions doivent se préparer si possible en lien avec les salariés des entreprises Alstom et Véolia qui construisent un tramway reliant les colonies. En juillet 2006, les militants de la Campagne de Solidarité Irlande – Palestine soutenus par des syndicalistes du Luas ( tramway de Dublin ) ont réussi à annuler un contrat de formation mené par Veolia pour les conducteurs israéliens du tramway de Jérusalem. En octobre 2006, la Cgt Alstom a déclaré qu'elle refusait d'être complice de la colonisation de Jérusalem.

Il nous faudra être rigoureusement organisés car le camp d'en face fourbit déjà ses armes. Le 8 juin dernier, la ministre des Affaires Étrangères d'Israël a créé un groupe de travail contre le boycott universitaire en clamant que « quiconque fera la promotion du boycott universitaire devra en payer le prix ». Sanctions sur les enseignants non titulaires et les étudiants qui militeraient pour ? Un avant goût : fin 2004, un militant bordelais d'un comité Palestine s'est retrouvé 30h en garde à vue pour avoir coller des autocollants appelant au boycott et devait passer en procès le 4 février 2005.

L'incompréhension des dynamiques en cours sur le terrain est destructrice pour le passage à l'action de beaucoup d'entre nous, c'est un démobilisateur efficace. Il est donc essentiel de multiplier les réunions publiques, dès la rentrée, dans les universités, les quartiers, créer ou renforcer les comités locaux de soutien afin de populariser la lutte palestinienne en y invitant – quand c'est possible - des Palestiniens qui résistent. Impulser une manifestation nationale avant la fin de l'année peut nous servir de boussole pour les prochains mois.

La jeunesse a toujours constitué un moteur dans la mobilisation contre la guerre. Nombreux sont les militants fatigués de prêcher dans le désert. Mais lorsque ceux qui ont accumulé nombre d'expériences de lutte, tiré les bilans qui s'imposent et acquis une vision claire de la situation politique, sont rejoints par une nouvelle génération pleine d'enthousiasme sans le poids de nombreuses défaites, des étincelles peuvent se produire.

Le combat des opprimés en Palestine est le nôtre. Tous ceux qui sont révoltés, exploités, brisés par ce système économique doivent rentrer dans la bataille. Les capitalistes tirent leur force de l'argent volé du travail de chaque salarié des pays riches. Mais ils la tirent aussi des ressources volées aux peuples du sud.

Le combat des opprimés en Palestine est également celui de tous ceux qui sont victimes du racisme anti-arabe et de l'islamophobie. Tant que les jeunes, les femmes, les salariés, qui parlent la même langue que celle de nos parents, ne seront pas libres, nous ne serons pas non plus.

Tant que les pays arabes seront bombardés ou pillés, des hommes et des femmes seront obligés de quitter ceux qu'ils aiment.

Beaucoup devront continuer à risquer leur vie comme au détroit de Gibraltar tout simplement parce qu'ils veulent vivre dignement.

Et comme tous ceux qui sont nés ici avec la mauvaise couleur de peau, on ne cessera de les considérer comme des invités qui doivent éviter de cracher dans la soupe. A eux comme à nous, on leur dira : « Dans ton bled, c'est pire » alors « La France, tu l'aimes ou tu la quittes ». Seulement voilà, la liberté, c'est choisir de son plein gré de vivre dans un pays sans la pression qui pousse à fuir la guerre ou la pauvreté.

En définitive, laisser les résistants palestiniens, libanais, irakiens se faire traiter de terroristes, c'est laisser la suspicion se développer contre les victimes du racisme.

La résistance palestinienne se réorganise et donc inmanquablement le mouvement de solidarité le devra également. Des clarifications doivent se faire sur les objectifs et revendications qui sont primordiaux pour réellement soutenir la lutte palestinienne. Et dans le même temps, il faudra restaurer une véritable démocratie au sein du mouvement.

Aucune initiative qui va dans le bon sens ne doit demeurer isolée. Nous devons frapper sur le même clou. Mais il faudra choisir lequel. Nous pouvons doré et déjà nous caler sur les initiatives palestiniennes. En France, la mobilisation mondiale du 9 juin a été une occasion manquée et l'extrême gauche est restée en retrait. Mais ceci n'est que le triste reflet de l'état de l'ensemble du mouvement en France.

Dans la lutte à venir, nous devons être résolument du côté de ceux d'en bas, ceux qui résistent.

Des femmes qui accouchent devant les checkpoints, des 11 000 prisonniers, des jeunes dont les études sont ruinées, des fedayin tombés au combat comme de ceux qui sont encore debout.

Du million de Palestiniens en "Israël" privés de l'égalité des droits, et des 5 millions de réfugiés qui gardent l'espoir de revenir dans leur pays.

A tous ces Palestiniens, le président Abbas et le bandit Dahlan de Gaza, comme bien d'autres... leur font un bras d'honneur depuis bien trop longtemps. Soutenons ceux qui leur feront payer.

Karim Tbaïli

Karim Tbaïli est étudiant et militant marxiste révolutionnaire.

Membre de l'ISM France, il traite dans cet article de la reconstruction du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, en insistant sur le cas de la France.

karim.tbaili@hotmail.fr

Source ISM

---

## 3-8 Point de vue de Mordechaï Vanunu : «C'est parce qu'Israël détient la bombe atomique qu'il peut pratiquer sans crainte l'apartheid».

Entretien exclusif du 14 octobre 2005

par Silvia Cattori\*

Ingénieur au centre de Dimona, Mordechaï Vanunu révéla, en 1986 au *Sunday Times*, l'existence du programme nucléaire militaire israélien. Enlevé en Italie par le Mossad alors qu'il venait de contacter les journalistes britanniques et avant que leur article ne paraisse, il fut jugé à huis clos et emprisonné dix-huit ans. Bien qu'interdit de contact avec la presse, il a répondu aux questions de Silvia Cattori pour le Réseau Voltaire.

**Silvia Cattori** : *Quel était votre travail en Israël, avant que des agents du Mossad ne vous kidnappent à Rome, en octobre 1986 ?*

**Mordechaï Vanunu** : Depuis neuf ans, je travaillais au centre de recherches en armements de Dimona, dans la région de Beer Sheva. Juste avant de quitter ce travail, en 1986, j'avais pris des photos à l'intérieur de l'usine, afin de montrer au monde qu'Israël cachait un secret nucléaire. Mon travail, à Dimona, consistait à produire des éléments radioactifs utilisables pour la fabrication de bombes atomiques. Je savais exactement quelles quantités de matières fissiles étaient produites, quels matériaux étaient utilisés et quelles sortes de bombes étaient fabriquées.

*Révéler au monde – seul – que votre pays était secrètement détenteur de l'arme nucléaire..., n'était-ce pas là prendre un très grand risque ?*

**Mordechaï Vanunu** : Si j'ai décidé de le faire, c'est parce que les autorités israéliennes mentaient. Elles se répandaient, répétant que les responsables politiques israéliens n'avaient nullement l'intention de se doter d'armes nucléaires. Mais, en réalité, ils produisaient beaucoup de substances radioactives ne pouvant servir qu'à cette seule fin : confectionner des bombes nucléaires. Des quantités importantes : j'ai calculé qu'ils avaient déjà, à l'époque – en 1986 ! – plus de deux cents bombes atomiques. Ils avaient aussi commencé à fabriquer des bombes à hydrogène, très puissantes. Aussi ai-je décidé de faire savoir au monde entier ce qu'ils tramaient dans le plus grand secret. Et puis, aussi, je voulais empêcher les Israéliens d'utiliser des bombes atomiques, afin d'éviter une guerre nucléaire au Moyen-Orient. Je voulais contribuer à apporter la paix dans cette région. Israël, détenant déjà des armes surpuissantes, pouvait faire la paix : il n'avait plus à redouter une quelconque menace palestinienne, ni même arabe, car il possédait tout l'armement nécessaire à sa survie.

*Vous étiez préoccupé par la sécurité, dans l'ensemble de la région ?*

*Suite voir pièce jointe*

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Interview de Mechaal par les journaux "Al-Ahram Al-Arabi" et "Al-Khalij".

Le journal "Al-Ahram Al-Arabi" et "Al-Khalij" ont publié, le samedi dernier 28/7, un entretien avec le président du bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal qui a expliqué les derniers événements dans la bande de Gaza.

Q : Comment expliquez-vous le haut niveau militaire du mouvement Hamas durant les événements de Gaza? D'où sont venues toutes ces armes? Et est-ce que le Hamas était prêt pour cette bataille ?

Mechaal : le Hamas ne possède que des voitures ordinaires et non militaires, mais nos jeunes possèdent une grande capacité dans les combats à cause de son expérience dans la guerre ouverte avec l'ennemi israélien depuis plusieurs années. Il est donc naturel que tout palestinien sait comment utiliser les armes et d'être prêt à tout affrontement.

Néanmoins, le contrôle des sièges de la présidence et des services de la sécurité est venu après une opération militaire programmée et planifiée.

Les éléments du Hamas connaissaient bien les cartes et les lieux qu'ils allaient cibler et ont utilisé les ordinateurs

dans cette opération, en conséquence, les éléments qui ont exécuté cette opération étaient prêts à la participation dans des opérations militaires.

Il faut dire aussi que celui qui est capable de mener plusieurs batailles de résistance, est capable de se défendre. Le Hamas a été obligé à prendre ce choix pour défendre sa légitimité et tout le monde sait qu'il n'est pas venu sur des chars mais à travers des élections libres et démocratiques.

Le Hamas a été objet, depuis sa victoire aux élections législatives avant un an et demi, de plusieurs tentatives de coup d'état exécutées par certains services de l'autorité palestinienne et du mouvement Fatah qui s'appuient sur le soutien américain et israélien pour effectuer de tels coups d'état.

Q : On remarque que le Hamas a pris son pas de légitime défense sans lire les données régionales et internationales et sans réfléchir au jour de l'après contrôle de Gaza ?

Mechaal : j'ai dit plusieurs fois et je le répète que nous n'avons pas choisi cette position mais elle a été imposée contre nous, en conséquence, nous avons utilisé le choix qui nous était possible pour faire face aux putschistes qui voulaient exécuter leur coup d'état contre la légitimité palestinienne à travers la création de l'anarchie sécuritaire dans la bande de Gaza.

Nous étions obligés d'utiliser notre légitime défense pour protéger les légitimités de notre peuple et ce n'était pas donc une aventure non planifiée sans savoir lire les résultats régionaux et internationaux.

En ce cas, j'appelle tous les côtés régionaux et internationaux à relire leur position et comprendre que le Hamas a obtenu sa légitimité à travers des élections libres démocratiques et que les calculs pour frapper le Hamas sont faux.

Q : Comment expliquez-vous donc les mesures prises par un leader du Hamas qui a informé l'autorité palestinienne et le mouvement du Fatah de l'existence d'un tunnel pour assassiner le président Abou Mazen ?

Mechaal : ces nouvelles ne sont pas vraies et j'appelle toute personne qui prétend que ces informations sont vraies de nous montrer ce leader.

Q : certains personnes doutent des nouvelles qui disent que le Hamas a trouvé des documents des services de sécurité dans leurs sièges après le contrôle de la bande de Gaza et pourquoi ces documents n'ont pas été montrés, jusqu'à maintenant, malgré leur annonce après les événements de Gaza ?

Mechaal : ces dossiers et documents sont nombreux et nous sommes entrain de les étudier et de les classer dans le but de les dévoiler prochainement.

Nous allons dévoiler également à plusieurs pays arabes les crimes perpétrés contre notre peuple palestinien en démasquant ceux qui travaillaient contre les intérêts du peuple palestinien et les pays arabes.

Nous allons aussi présenter à tout pays arabe les documents qui le concernent pour qu'il défende ses intérêts et sa sécurité nationale alors que les autres documents vont être diffusés à travers les masses médias.

Q : le Hamas a annoncé plusieurs fois son refus aux négociations avec l'occupation israélienne, mais nous avons été surpris que des représentants du Hamas discutent avec les israéliennes après leur contrôle de la bande de Gaza, est-ce qu'il existe une opposition entre la position politique et la situation sur terre ?

Mechaal : le Hamas a affirmé depuis le premier jour de son arrivée à l'autorité après sa victoire aux élections législatives avant un an et demi qu'il peut effectuer des contacts avec les israéliens si ces rencontres concernant des questions urgentes pour servir les intérêts du peuple palestinien et ses besoins quotidiens nécessaires.

Centre Palestinien d'Information

Source : Michel Ghys

Source : CPI

<http://www.palestine-info.com/...>

---

## 4-2 Bassam Abou Charif : Chirac sait qu'Arafat a été empoisonné.

*Ramallah - CPI*

Bassam Abou Charif, le conseiller politique de l'ancien président palestinien, Yasser Arafat, a accusé l'ancien président français, Jaques Chirac et les trois médecins qui ont soigné le président Arafat d'avoir caché son assassinat à l'aide du poison, sous prétexte de sauvegarder l'intérêt palestinien.

Abou Charif a défié, aujourd'hui samedi 4/8, lors d'une conférence de presse à Ramallah, l'ancien président français en l'appelant à dire la vérité et de dévoiler les nouvelles de l'assassinat du président Arafat à l'aide du poison.

Il a refusé de donner d'autres détails autour de la mort du président Arafat en disant que le temps n'est pas venu en indiquant que ces détails pourraient aider, au futur, à l'arrêt du criminel.

Le conseiller du président Arafat a affirmé les dernières déclarations du leader du Hamas, Dr. Mahmoud Al Zahar, qui a dévoilé, dernièrement lors d'une conférence de presse à Gaza, les dossiers de corruption de certains côtés de l'autorité palestinienne où Abou Charif a averti Arafat des tentatives d'assassinat à l'aide de poison.

Abou Charif a dit : " je connaissais qu'on allait assassiner le président Arafat et pour cela, je lui ai écrit une lettre pour l'avertir, avant plus d'un an, de sa mort.

D'autre part, Abou Charif voit aussi que celui qui a obtenu la majorité des voix aux dernières élections législatives a le droit de gouverner, en faisant allusion au mouvement du Hamas.

Il a ajouté : " nous voulons un leader sur la base de la majorité du peuple palestinien ".

De sa part, le président du conseil législatif palestinien par intérim, Ahmed Bahr, a dit qu'Abou Charif devait parler sur les personnes palestiniennes qui entouraient le président Arafat et ont participé à ce crime.

---

### 4-3 Dossier de Neve Gordon : Les 'Anarchistes contre le Mur' sous le feu.

Une bataille est menée, dans les tribunaux israéliens, contre les Anarchistes qui aident des villageois palestiniens.

Au fil des cinq dernières années, le camp de la paix israélien a dé péri. Le mois dernier a marqué le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation et pas plus de 4.000 personnes se sont rassemblées à Tel Aviv pour protester contre cette longue domination militaire israélienne. Parmi les manifestants, seules quelques centaines sont ce qu'on pourrait appeler d'ardents militants, des gens qui vouent leur vie à la paix et à la justice.

Parmi les plus engagés d'entre ceux-ci, il y a les Anarchistes d'Israël. Cependant, cela fait deux ans qu'ils sont la cible d'attaques et il leur est de plus en plus difficile de poursuivre leur lutte.

Organisés en 2003, les Anarchistes se composent de jeunes Israéliens, âgés pour la plupart entre vingt et trente ans, qui travaillent étroitement avec les comités populaires de villages palestiniens, dans le but de résister à l'occupation israélienne. Ils n'ont pas de leader officiel, pas de bureau, pas d'équipe payée, et pourtant ils sont parvenus à accomplir davantage que beaucoup d'ONG et de mouvements sociaux bien rôlés. Ils sont peut-être mieux connus pour leurs efforts dans le petit village de Bil'in où, depuis plus de deux ans, des manifestations hebdomadaires ont été organisées contre le mur qu'Israël construit en terre palestinienne.

Les Anarchistes sont également actifs dans de nombreux autres villages et villes. Jour après jour, ils se déplacent par petits groupes en Cisjordanie, venant soutenir une action directe non violente qui aide les fermiers palestiniens à obtenir l'accès à leurs champs et à leurs récoltes, tout en s'opposant à la construction de la barrière de séparation et à la confiscation de la terre occupée.

Une des qualités les plus remarquables de ces jeunes Israéliens est l'utilisation subversive qu'ils font de leur privilège, auquel ils recourent non pas en vue d'un profit personnel social, économique ou politique – comme font la plupart des gens – mais pour résister au pouvoir. Les Anarchistes, en d'autres termes, exploitent le privilège qui accompagne leur identité juive et l'utilise comme atout stratégique contre la politique brutale de l'Etat juif.

Comme militants juifs, ils sont bien conscients que l'armée israélienne se comporte très différemment lorsque des Juifs israéliens sont présents à une manifestation en Cisjordanie et que le niveau de violence, pourtant encore dur, est beaucoup moins intense. En effet, d'après des soldats israéliens, l'armée a des consignes d'ouverture du feu plus strictes pour les démonstrations auxquelles participent des non Palestiniens. Dès lors, quand le comité public d'un village décide de mener des protestations non-violentes contre la puissance occupante, les Anarchistes se mêlent aux villageois qui manifestent, s'offrant comme bouclier humain pour tous ces Palestiniens qui ont choisi de suivre la voie du Mahatma Gandhi et de Martin Luther King.

Bien que les Anarchistes soient fréquemment frappés et arrêtés, ils ne renoncent pas. A ce jour, une dizaine de Palestiniens ont été tués lors de manifestations contre la barrière de séparation et des milliers ont été blessés, un nombre qui aurait sans aucun doute été plus élevé sans l'intrépide dévouement des Anarchistes.

Ces héros méconnus sont couramment tenus, en Israël, pour une cinquième colonne. Et lorsque la police israélienne a commencé à se rendre compte que le fait de les frapper et de les mettre en détention n'arrêterait pas leur résistance obstinée, une stratégie différente a été adoptée. Un grand nombre d'inculpations ont été prononcées par le Procureur de l'Etat.

Les Anarchistes ont pris la chose comme un nouveau défi. Ils ont lancé une campagne légale avec pour visée de défendre le droit civil fondamental de tout Israélien, de résister aux politiques de leur gouvernement qui violent le droit. A la tête de cette bataille se tient Gaby Lasky, une juriste énergique, qui passe beaucoup de ses week-ends à faire libérer des Anarchistes et beaucoup de jours de semaines à les représenter devant les tribunaux.

Contrairement à la lutte à l'intérieur des Territoires occupés, la bataille légale de protection des libertés civiques nécessite des ressources financières dont les Anarchistes ne disposent pas. L'état sait que c'est le talon d'Achille des Anarchistes et il s'est donc appliqué à saper leurs activités bâtisseuses de paix en leur imposant de lourds frais d'avocats et autres. Bien que Gaby Lasky travaille pour à peine plus que le salaire minimum, le combat des Anarchistes ne peut se maintenir sans l'aide de gens concernés, partout dans le monde.

Neve Gordon

*\* Neve Gordon est professeur de sciences politiques à l'Université Ben Gourion du Néguev (Israël)*

Guardian / Comment si free, 30 juillet 2007

[http://commentisfree.guardian.co.uk/neve\\_gordon/2007/07/anarchists\\_under\\_fire.html](http://commentisfree.guardian.co.uk/neve_gordon/2007/07/anarchists_under_fire.html)

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

---

## 4-4 Mordechaï Vanunu : Étrange silence des hommes politiques Français.

Étrange silence des Hommes politiques sur l'annonce de la nouvelle incarcération de Mordechaï Vanunu ; Il a déjà passé 18 ans en prison pour avoir révélé l'existence de l'arsenal nucléaire israélien.

Un tribunal israélien a ordonné qu'il retourne en prison six mois de plus, pour ne pas s'être plié à une décision restreignant ses contacts avec des étrangers.

Interdiction de quitter Israël , interdiction de parler !

Où sont les BHL, Finkielkraut , et autres soi-disant défenseurs des droits de l'homme ?.Où sont Philippe Val et Caroline Fourest ?

Centrale nucléaire de Dimona

Où sont les inspecteurs de l'AIEA ?(Agence internationale de l'énergie atomique)

Mordechaï Vanunu : " Tous les pays devraient être ouverts aux inspections internationales et dire la vérité sur ce qu'ils sont en train de faire, secrètement, dans toutes les installations nucléaires dont ils disposent. Israël n'a pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire. Ce sont près de cent quatre-vingt pays qui l'ont fait, dont tous les pays arabes. L'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Jordanie... : tous les pays voisins d'Israël ont ouvert leurs frontières aux inspections de l'AIEA. Israël est le pire exemple. C'est le seul pays qui ait refusé de signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Les États-Unis et l'Europe devraient commencer par régler le cas d'Israël ; Israël doit être considéré à l'instar de n'importe quel autre pays. Nous devons en finir avec l'hypocrisie, et obliger Israël à signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Il faut imposer à Israël le libre accès des inspecteurs de l'AIEA au centre de Dimona."

### IRAN VS ISRAEL

Mordechaï Vanunu : "L'Iran, qui remplit ses obligations et accepte les inspections de l'ONU, est pourtant menacé de sanctions. Israël, qui est doté de l'arme nucléaire et refuse toute inspection de l'AIEA, ne fait l'objet d'aucune poursuite. Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » de la part des États-Unis, mais aussi de l'Europe ?"

---

## 4-5 La seule initiative vient des élus du groupe "Les Verts" au Conseil de Paris et encore, c'est une requête !

Le 17 juillet 2007 Soutien de la Ville à Mordechaï Vanunu

Alors que le Premier ministre Ehud Olmert a lui-même reconnu dans une interview à la télévision allemande en décembre dernier qu'Israël disposait de l'arme atomique, la vindicte contre M. Vanunu a des allures d'acharnement.

C'est pourquoi, sur proposition de Sylvain Garel et des élus du groupe Les Verts, le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris intervienne auprès des autorités israéliennes pour que Mordechaï Vanunu soit libéré et retrouve l'ensemble de ses droits élémentaires tels que s'exprimer et circuler librement.

<http://conseildeparis.lesverts.fr>

VOEU DÉPOSÉ PAR SYLVAIN GAREL